ELECTIONS LEGISLATIVES DES 4 ET 11 MARS 1973

AUX ELECTRICES ET ELECTEURS
DE LA CIRCONSCRIPTION DE CORTE-SARTENE

Libres de toutes allégeance et de toute inconditionnalité à l'égard des partis ou des hommes, nous le sommes aussi de toute hostilite Notre candidature, n'est dirigée contre personne. C'est une candidature positive et nous la maintiendrons au second tour.

Elle est, sur le plan national, une candidature de mesure, de sagesse et de sens social. Nous souhaitons une France véritablement rénovée, protégée de toute aventure, sûre de son indépendance et de ses libertés, servie par les siens, honorant ceux qui la servent et ceux qui l'ont servie par leur travail, leur intelligence et leur courage, une France reconnaissant et respectant la personnalité des régions qui la composent.

Sur le plan régional, notre candidature est avant tout, de justice et de progrès. La « question corse » cet ensemble de problèmes aigus qui se posent aux diverses catégories d'insulaires, n'est pas réglée. Tous les Corses et les non-corses qui se sont librement intégrés à eux, le savent, plus spécialement s'ils vivent dans « l'intérieur ». Comme si la prospérité du littoral pouvait survivre à la désertification de l'intérieur, on a systématiquement négligé l'équilibre Mer-Montagne.

Nos villages continuent de se dépeupler. De nouvelles écoles sont fermées chaque année. Une mise en valeur unilatérale a refoulé nos bergers de la plaine mais n'a prévu pour eux aucune politique sylvo-pastorale sérieuse. Le Tourisme, orienté vers le Grand Rendement, prive les populations de l'intérieur d'une chance importante. Les petites communes, insuffisamment aidées par l'Etat, assurent leurs équipements indispensables au prix d'une charge fiscale qui écrase leurs habitants. La sous-administration de l'île inflige à nos compatriotes de l'intérieur tributaires des services départementaux — nous pensons spécialement aux assurés sociaux — des vexations intolérables : déplacements injustifiés et coûteux, délais illégaux de remboursement, etc...

Nous pourrions allonger cette liste Elle illustre le sous-développement chronique de la Corse, cause de l'exode de notre jeunesse obligée de s'expatrier, pour étudier comme pour vivre.

Est-il donc si difficile d'obtenir pour la Corse ce qui est accordé aux autres régions françaises ?

Une infrastructure routière décente, un réseau ferré modernisé, des équipements scolaires, culturels et sportifs sérieux, l'Université de Corté, la langue corse reconnue, des centres de formation professionnelle nombreux, des bureaux multiples et bien répartis de sécurité sociale...

Exiger ces choses, qui existent partout ailleurs, est un droit élémentaire. Nous le ferons en votre nom, avec toute notre volonté et tout notre coeur, si vous nous accordez votre confiance.

Vive la République, Vive la Corse.

Jean LUCIANI

Industriel
Maire et Conseiller Général d'Omessa
Chevalier de la Légion d'Honneur

Jacques MAESTRATI

Docteur en Médecine

IMP. INFORMATEUR BASTIA